

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS217/24
16 janvier 2004

(04-0167)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION

Recours du Japon à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 15 janvier 2004, adressée par la délégation du Japon au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le Japon demande qu'une réunion extraordinaire de l'Organe de règlement des différends ait lieu le 26 janvier 2004 pour examiner le point suivant de l'ordre du jour:

États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention

- Recours du Japon à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

Le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans le présent différend ont constaté que la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (CDSOA) était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), et l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC), à savoir que:

- la CDSOA est une mesure particulière contre le dumping ou une subvention qui n'est pas admissible, contraire à l'article 18.1 de l'Accord antidumping, à l'article 32.1 de l'Accord SMC et à l'article VI:2 et VI:3 du GATT de 1994;
- par conséquent, les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 18.4 de l'Accord antidumping, à l'article 32.5 de l'Accord SMC et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC; et
- dans la mesure où la CDSOA est incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, elle annule ou compromet des avantages résultant pour les parties plaignantes de ces accords.

Le 27 janvier 2003, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Les États-Unis ont indiqué qu'ils entendaient mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

./.

Un arbitrage ultérieur au titre de l'article 21:3 c) du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le Mémorandum d'accord) a déterminé que le délai raisonnable pour permettre aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD arriverait à expiration le 27 décembre 2003. Les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD pour cette date.

Par conséquent, en vertu de l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, le Japon demande à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de ses concessions tarifaires au titre du GATT de 1994 à hauteur d'un montant qui sera déterminé chaque année par le montant des versements de compensation accordés aux producteurs nationaux affectés dans la distribution annuelle la plus récente en vertu de la CDSOA. Conformément à l'article 22:4 du Mémorandum d'accord, ce montant sera établi en additionnant i) le montant des versements de compensation correspondant aux droits antidumping et aux droits compensateurs perçus sur les produits en provenance du Japon et ii) un montant proportionné du solde des versements de compensation totaux diminués des versements de compensation correspondant aux droits perçus sur les produits des autres Membres qui sont autorisés par l'ORD à suspendre des concessions ou d'autres obligations dans le cadre du présent différend.

Le Japon entend prendre des mesures sous la forme de l'imposition de droits d'importation additionnels supérieurs aux droits de douane consolidés sur une liste finale de produits originaires des États-Unis. Chaque année, le taux des droits additionnels appliqué sera fixé de façon à percevoir sur une année des droits additionnels à hauteur d'un montant qui ne sera pas supérieur au niveau de suspension de concessions ou d'autres obligations autorisé par l'ORD. Avant l'ajustement des droits, le Japon notifiera à l'ORD une liste détaillée indiquant le niveau des droits additionnels sur les produits sélectionnés compte tenu de la distribution annuelle la plus récente des versements de compensation au titre de la CDSOA. Il convient de noter que le montant annuel de ces versements de compensation variera d'une année à l'autre. La liste des produits assujettis à des droits d'importation accrus ne sera pas modifiée.
